



*Procès-verbal*  
*Le mercredi, 13 décembre 2000 - n° 152*

*10 heures*

**Président : M. Jean-Pierre Charbonneau**

---

*L'édition papier du Procès-verbal a préséance sur la présentation électronique de celui-ci.  
Le contenu de la table des matières n'est ni exhaustif ni limitatif.*

## **TABLE DES MATIÈRES**

La séance est ouverte à 10 h 04.

Moment de recueillement

### **AFFAIRES COURANTES**

#### **Présentation de projets de loi**

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 174 Loi modifiant la Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

#### **Dépôts de documents**

Mme Marois, ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, dépose :

L'entente modifiée portant sur l'échange de renseignements nominatifs entre la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) et Héma-Québec, ainsi que l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information.

(Dépôt n° 1604-20001213)

L'entente concernant le dépôt de banques nominatives de données sociosanitaires, dont celle de MED-ECHO, à la Régie de l'assurance maladie du Québec, ainsi que l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information.

(Dépôt n° 1605-20001213)

L'entente concernant le dépôt de 8 banques de données sociosanitaires anonymes à la Régie de l'assurance maladie du Québec, ainsi que l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information.

(Dépôt n° 1606-20001213)

**13 décembre 2000**

---

Une modification à l'entente sur le Programme québécois de dépistage du cancer du sein, ainsi que l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information.

(Dépôt n° 1607-20001213)

L'entente sur le dépôt de données nominatives — entente n° 2 – Hépatite C, ainsi que l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information.

(Dépôt n° 1608-20001213)

\_\_\_\_\_

M. Chevrette, ministre responsable de la Faune et des Parcs, dépose :

Le rapport annuel de la Société de la faune et des parcs du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1609-20001213)

\_\_\_\_\_

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, dépose :

Le rapport annuel du Commissaire à la déontologie policière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1610-20001213)

\_\_\_\_\_

M. Bégin, ministre du Revenu, dépose :

Le rapport 1995-2000 sur l'application de la *Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires*.

(Dépôt n° 1611-20001213)

\_\_\_\_\_

M. Simard, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, dépose :

Le rapport annuel du Curateur public du Québec, pour l'exercice financier 1999 et pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1612-20001213)

13 décembre 2000

---

M. Boisclair, ministre de la Solidarité sociale, dépose :

Copie d'une entente concernant la communication de renseignements confidentiels dans le cadre du programme de la Prestation nationale pour enfants, intervenue entre le ministère de la Solidarité sociale et l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC), ainsi que l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information; ainsi qu'une modification des annexes de cette même entente et un second avis favorable de la Commission d'accès à l'information.

(Dépôt n° 1613-20001213)

Copie d'une entente intervenue entre le ministère de la Solidarité sociale et le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration relative aux échanges de renseignements nominatifs concernant les personnes ayant revendiqué le statut de réfugié, ainsi que l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information.

(Dépôt n° 1614-20001213)

Copie d'une entente intervenue entre le ministère de la Solidarité sociale et le ministère du Revenu du Québec (MRQ) relative aux échanges de renseignements nominatifs, ainsi que l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information.

(Dépôt n° 1615-20001213)

---

Mme Léger, ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance, dépose :

Le rapport annuel du ministère de la Famille et de l'Enfance, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1616-20001213)

Le rapport annuel du Régime de prestations familiales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1617-20001213)

### **Dépôts de pétitions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 62 à 64 du Règlement, sont déposés deux extraits de pétition concernant les fusions municipales :

**13 décembre 2000**

---

- le premier, extrait d'une pétition signée par 8 900 citoyens et citoyennes de l'Île de Montréal, par M. Kelley (Jacques-Cartier);  
(Dépôt n° 1618-20001213)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 8 148 citoyens et citoyennes de la circonscription de Hull, par M. Cholette (Hull).  
(Dépôt n° 1619-20001213)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Chevrette, ministre des Transports, dépose :

Copie d'une lettre, en date du 8 décembre 2000, envoyée à Me Claude Gélinas, secrétaire et directeur des services juridiques de la Société de l'Assurance automobile du Québec, par Me Denis Morency, directeur de l'analyse et de l'évaluation à la Commission d'accès à l'information, concernant une fuite de renseignements personnels par une employée de la SAAQ.

(Dépôt n° 1620-20001213)

Un document sur l'historique des vérifications de la Commission d'accès à l'information auprès de la Société de l'Assurance automobile du Québec et, en annexe, les mesures mises en place par la SAAQ afin d'assurer la protection des renseignements personnels.

(Dépôt n° 1621-20001213)

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, convoque :

- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 161, Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information;
- la Commission des transports et de l'environnement, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 163, Loi concernant les services de transport par taxi;

**13 décembre 2000**

---

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 140, Loi sur l'assurance parentale.

---

M. le Président donne l'avis suivant :

- la Commission des affaires sociales se réunira en séance de travail afin d'organiser ses travaux.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Adoption*

Mme Beaudoin, ministre responsable de la Charte de la langue française, propose que le projet de loi n° 171, Loi modifiant la Charte de la langue française, soit adopté.

La motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi n° 171 est adopté.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi n° 168, Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

**13 décembre 2000**

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi n° 158, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Justice.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi n° 146, Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi électorale.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

---

À 11 h 23, du consentement de l'Assemblée, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

---

À 15 h 08, la séance reprend et, du consentement de l'Assemblée, les travaux sont suspendus quelques instants.

À 15 h 15, les travaux reprennent.

---

*Adoption du principe*

Mme Harel, ministre des Affaires municipales et de la Métropole, propose que le principe du projet de loi n° 170, Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

---

**13 décembre 2000**

---

À 17 h 34, sur la motion de M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 14 décembre 2000, à 10 heures.

---

**SANCTION DE PROJETS DE LOI**

Le mercredi 13 décembre 2000, à 16 h 55, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Paquin (Saint-Jean), le représentant du premier ministre, et de M. Bédard, directeur du Secrétariat de l'Assemblée, il a plu à l'honorable Lise Thibault, Lieutenant-gouverneur du Québec, de sanctionner les projets de loi suivants :

- n° 99 Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec (*réimpression*);
- n° 103 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage;
- n° 152 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec;
- n° 164 Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport;
- n° 176 Loi n° 4 sur les crédits, 2000-2001.

*Le président*

**JEAN-PIERRE CHARBONNEAU**

**13 décembre 2000**

---